

Ile-de-France: consensus politique pour étudier l'impact des bureaux sur les transports

03.07.2014



Jacques Baudrier. © Ville de Paris

[Localiser cet article sur la carte](#)

(AFP) - Construire de nouveaux bureaux d'un côté de l'Ile-de-France engendre des flux de voyageurs dans RER et métros quand ils habitent à l'autre bout de la région: le Stif va se pencher sur ce phénomène pour tenter de l'enrayer, a-t-on appris jeudi.

Au Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), tous les sujets ne font pas consensus mais celui-là si: un voeu des administrateurs communistes a été adopté mercredi en conseil d'administration par 17 voix pour (PS, EELV, FDG, UMP, UDI) et deux contre: celles du représentant des Hauts-de-Seine (Jean-Louis Metton, maire UDI de Montrouge) et du représentant de la Chambre de commerce et d'industrie IDF, **Pierre-Antoine Gailly**.

Par ce voeu, les élus demandent au Stif d'étudier "l'impact" sur le réseau de transport "de l'évolution de la construction de bureaux" qui fait apparaître de "fortes disparités" engendrant des "inégalités territoriales graves" et "néfastes au développement viable de la région". L'Ouest, les Hauts-de-Seine en fait, concentre les nouveaux bureaux tandis que les logements sont, eux, construits loin des pôles d'emplois, souvent dans l'Est (Seine-Saint-Denis) ou en grande couronne (Yvelines, Essonne, Seine-et-Marne).

De nombreux documents ont déjà pris à bras le corps ce problème des déplacements pendulaires qui saturent les transports. Le Schéma directeur d'aménagement de la région (Sdrif) l'aborde et des scénarii de refonte de la taxe sur les nouveaux bureaux (Redevance sur la construction de bureaux, RCB) sont prêts à être insérés dans une prochaine loi de finances.

"On a obtenu un acte politique avec ce vote, la reconnaissance qu'il faut faire quelque chose", s'est réjoui auprès de l'AFP **Jacques Baudrier** (PCF, Ville de Paris). "On ne résoudra pas la questions des RER en Ile-de-France si l'habitat se fait toujours à l'Est et l'emploi toujours à l'Ouest!". "Ce déséquilibre non seulement ne cesse de s'aggraver mais il ne s'est jamais accentué aussi vite", a souligné M. Baudrier, citant à titre d'exemple que "plus de 41 % des bureaux agréés par l'État en 2012 et 2013, soit 1,1 million de m², sont concentrés dans le seul département des Hauts-de-Seine". "Cela correspond à 55 000 emplois supplémentaires (selon le ratio admis), ce qui implique pour le RER A à terme plusieurs milliers de voyageurs supplémentaires dans le sens est-ouest à l'heure de pointe du matin", a détaillé l' élu.

Une réforme de la RCB, augmentant franchement les taux dans les zones déjà bien pourvues, pour encourager la construction dans l'Est, le Sud et la grande couronne, pourrait être un levier d'action.